Le Républicain Lorrain
FRANCE JOURNAL
Fondateur Victor DEMANGE
98e année N°1994
www.republicain-lorrain.fr
Dimanche 9 Juillet 2017
LA PLUS FORTE DIFFUSION DE LORRAINE
1,00 €

METZ GUICHET D'ACCUEIL UNIQUE POUR LA LORRAINE

Camp de Blida : « Un bidonville d'État »

L'État entasse les demandeurs d'asile sur une toute petite partie du parking situé à proximité de l'usine d'incinération des déchets. Photo RL/Karim SIAKI

2 512 arrivées depuis le début de l'année, pour 1 500 places d'hébergement : le camp de Blida à Metz est devenu un mini-Calais. Promiscuité, odeur nauséabonde, tensions, maladies… Médecins du monde dénonce « un bidonville d'État ».

SOCIÉTÉ

demandeurs d'asile

Le cynisme de l'État qui entasse les demandeurs d'asile sur une toute petite partie du parking, alors que celui-ci, immense, est libre… Photo Karim SIARI

En septembre 2016 déjà, les tentes s'entassaient avenue de Blida à Metz sur un autre site, avant d'être transférées 200 m plus loin sur le parking actuel. Photo archives RL/Anthony PICORÉ

Migrants à Metz : le camp de la honte

Gérard Collomb présente mercredi son plan d'action pour l'asile. Metz, où se situe le guichet d'accueil pour la Lorraine, n'arrive plus à faire face. Les migrants y sont entassés dans un camp insalubre qualifié de « bidonville d'État ».

Ils sont parqués avenue de Blida, une impasse méconnue des Messins, à dix minutes à pied de l'hypercentre. Leurs voisins immédiats sont l'usine d'incinération de traitement des déchets, un échangeur routier, un camp de gens du voyage, le foyer Amli et un cimetière. Voilà l'horizon offert par la préfecture de Moselle aux migrants qui échouent sur son sol. Chaque année depuis 2013 – sauf en 2015 où l'Allemagne a relâché sa politique d'accueil – l'histoire s'y répète inlassablement.

DOSSIER

Metz abrite le dispositif de premier accueil des demandeurs d'asile pour l'ensemble de la Lorraine. Les passeurs véreux connaissent ce guichet unique. Ils y déversent en flot continu de nouveaux arrivants après leur avoir vendu du rêve et ponctionné leurs dernières économies. « Depuis le 1er janvier, nous avons recensé 2 512 arrivées, dont 414 pour le seul mois de juin. Or, nos capacités d'hébergement dans le département sont de 1 500 places. Techniquement, vous voyez bien que ce n'est pas possible », explique avec gravité Anoutchka Chabeau, directrice départementale de la Cohésion sociale. Sa priorité : héberger d'abord les plus vulnérables. Elle a réussi à le faire jusqu'au 24 mars. Depuis, c'est le chaos.

Au camp de Blida, la société civile a fourni les tentes, tandis que l'État a installé neuf toilettes, dix douches et quelques équipements de cuisine. Photo Karim SIARI

680 demandeurs d'asile

Face à l'afflux de tentes Décathlon premier prix dans des endroits emblématiques de la ville, la préfecture, en accord avec la mairie, a rouvert en avril cet ancien parking de bus. À Metz, c'est là qu'on cache la misère. Si 680 demandeurs d'asile y sont recensés, ils sont, selon l'État, 285 à y vivre actuellement jour et nuit. La société civile a fourni les tentes. L'État : a installé neuf toilettes, dix douches et quelques équipements de cuisine. Le site est immense. Mais dans sa crainte d'offrir des conditions trop confortables favorisant le fameux appel d'air, l'État oblige ses occupants à s'entasser sur une minuscule partie délimitée par un grillage. Un cynisme terrible…

« Un bidonville d'État »

Il en résulte un mini-Calais, sans ombre, écrasé par la chaleur, et dégageant une odeur nauséabonde. Les tensions entre communautés y sont souvent vives, sous les effets conjugués de l'alcool et de la promiscuité. Pour éviter que des systèmes mafieux n'y fassent régner terreur, racket et prostitution, comme par le passé, l'État a réquisitionné l'Adoma (société d'économie mixte en charge de l'hébergement solidaire) pour lui confier l'entretien, la sécurité et la coordination des lieux. Une gageure à en juger par l'insalubrité rampante qui gagne ce camp d'infortune. Dernier exemple en date, ce liquide pestilentiel qui s'écoule du bloc sanitaire pour se faufiler entre les tentes.

Malika et Nadège, de Médecins du monde, ont assuré jeudi une quarantaine de consultations : « Nous constatons beaucoup de troubles liés à l'anxiété et de problèmes ORL, dermatologiques ou gastriques, avec de la constipation. Tout cela est lié aux conditions de vie, d'hygiène ou climatiques. » Ce qui les amène à cette conclusion sans concession : « Pour nous, c'est un bidonville d'État. Il n'y a là aucune norme afférente à un camp humanitaire. »

Philippe MARQUE

À voir notre reportage vidéo sur notre site internet.

« L'effet de surprise n'est plus une excuse »

Le camp de Metz-Blida inquiète les associations intervenantes. Depuis quelques jours, elles menacent de déposer plainte contre l'État. Vendredi, lors d'une réunion avec la préfecture, la Ville de Metz et l'Adoma, elles ont cependant obtenu « des avancées significatives » sur l'amélioration des conditions de vie. Le grillage va être décalé afin d'offrir plus de place aux demandeurs d'asile et permettre une séparation jour/nuit. Les blocs sanitaires et d'hygiène vont aussi être changés et augmentés. Le tout « dans les jours à venir, pas plus d'un mois », promet l'État. La mairie s'engage, pour sa part, à financer des tentes. Et la convention d'accès au site, que les associations refusaient de signer, va être réécrite. Mais elles en veulent davantage. « Certes, la situation est difficile et on ne peut pas dire que l'État ne répond pas mais tout cela manque cruellement d'anticipation. L'effet de surprise ne peut plus être une excuse », estime Marie-Claire Fabert, coordinatrice du Resam, le Réseau de solidarité des associations messines. L'État, qui expérimente une meilleure solidarité géographique (lire ci-contre), dit aussi travailler à la création de 300 places suite aux transformations, en cours ou à l'étude, d'une ancienne caserne, d'un hôtel, voire d'une ancienne maison de retraite. Car sans véritable centre de premier accueil digne de ce nom, l'histoire est appelée à n'être qu'un éternel recommencement à Metz…

Cinq choses à savoir sur les demandeurs d'asile

Pourquoi Metz ?

Région frontalière par excellence, la Lorraine est en première ligne dans l'accueil des migrants. Mais si l'essentiel des flux se concentre sur Metz, c'est parce que la ville abrite en préfecture le dispositif de premier accueil, un guichet unique d'enregistrement des demandes d'asile pour les quatre départements lorrains. Les passeurs le savent. Comme ils savent que la question de l'hébergement se débloque en général à l'approche de l'hiver. Il existe trois autres guichets dans la région Grand Est : deux en Alsace (Strasbourg pour le Bas-Rhin et Colmar pour le Haut-Rhin et Châlons-en-Champagne pour la Champagne-Ardenne). Si la Moselle et le Bas-Rhin concentrent une grande partie des flux de migrants, la Meurthe-et-Moselle (qui reçoit moitié moins de migrants que la Moselle) et la Marne arrivent derrière.

D'où viennent les migrants messins ?

Ils proviennent à 80 % des Balkans (Kosovo, Albanie, Serbie, Monténégro et Macédoine). Le second contingent le plus important vient d'Afghanistan. Les autres sont surtout originaires d'Afrique, essentiellement d'Érythrée ou du Soudan.

Quelles chances ont-ils d'obtenir l'asile ?

Entre 20 et 30 % des demandeurs d'asile en France obtiennent satisfaction. Mais les chances sont maigres pour ceux de Metz car ils proviennent essentiellement de pays dits sûrs et ne sont donc pas considérés comme des réfugiés politiques. L'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) examine cependant chaque dossier au cas par cas et donne la protection nationale à environ 10 % des demandeurs provenant de pays dits sûrs.

Pourquoi leur hébergement est-il si compliqué ?

Une fois enregistrés, les demandeurs d'asile doivent bénéficier d'un hébergement. C'est la loi. Et cela durant toute la durée de l'instruction de leur dossier. Mais entre la théorie et la pratique, le fossé ne cesse de se creuser. En Moselle, toutes les places affichent complet. Et même si le turn-over est permanent, le temps, très long, d'instruction des dossiers ne permet pas d'absorber les flux massifs. Des solutions d'urgence, avec la mobilisation de chambres d'hôtel, sont parfois utilisées.

Une meilleure répartition entre départements du Grand-Est est-elle possible ?

L'hébergement se joue sur trois niveaux. L'Ofii (Office français à l'immigration et l'intégration) dispose de places partout en France réservées à l'orientation nationale. La Moselle en a obtenu 238. Le second niveau de répartition englobe les quatre départements lorrains. Le troisième, sur l'ensemble des départements de la Région Grand Est, fait, pour l'heure, l'objet d'une expérimentation.

Ph. M.

la phrase

« J'éprouve de la honte. La situation est catastrophique. J'ai vu des enfants dormir dans des détritus. Si des animaux avaient à subir de telles conditions, cela aurait suscité une levée de boucliers. »

Caroline Fiat, députée France insoumise de Meurthe-et-Moselle, a visité hier le camp.